

**Rencontre avec la CDGSRT
(Conférence des directrices et
des directeurs de gymnase de
Suisse romande et du Tessin)**

**„Formation gymnasiale et
formation professionnelle – Plus
de l’une ou de l’autre ? Plus de formation
professionnelle, plus d’utile et moins de
futurs chômeurs ?“**

**Jeudi 15 septembre 2016,
17h00– 19h45 (exposé : 18h00,
environ 20-25 minutes)**

petite salle de la Maison du Peuple
Bienne (salle au-dessus du
Restaurant La Rotonde)

Exposé du Conseiller d’Etat
Bernhard Pulver, Directeur de
l’Instruction publique du canton de
Berne

Mesdames et Messieurs les directrices et
les directeurs des gymnases de Suisse
romande et du Tessin,

Madame la rectrice, Monsieur le recteur du
Gymnase français de Bienne,

C'est pour moi une joie toute particulière de vous accueillir ici,

Puisque, n'est-ce pas,

Ici, c'est Bienne !

Et puisque, vous accueillir à Bienne, fait de cette ville, pour deux jours, le cœur de la Suisse romande.

D'habitude, Bienne n'est considérée comme ville de Suisse romande, par la Suisse romande, que quand son club de hockey brille de mille feux.

Je suis heureux de voir que, pour la CDGSRT, Bienne est en permanence considérée comme une ville de Suisse romande, grâce au Gymnase français, une école que nous chérissons et dont nous sommes fiers.

Bienne est une ville cruciale pour notre canton, parce qu'elle fait si bien **le lien**

entre les deux cultures linguistiques
bernoises.

Et Berne est un canton crucial pour la
Suisse, parce qu'il est **un des ponts** entre
Suisse romande et Suisse alémanique.

Ce rôle de pont, de canton central et de
grand canton hébergeant les autorités
fédérales est important **pour défendre la
Suisse romande**.

Elle en a parfois bien besoin.

J'en veux pour preuve les débats actuels
autour de l'enseignement des langues
nationales.

Plus la communauté francophone bernoise
est forte, dans le canton de Berne,

plus la crédibilité de **Berne en tant que
pont** est grande,

mieux Berne peut **s'engager pour la
Suisse romande**.

Je le dis en pensant à la votation de 2017 sur l'appartenance cantonale de la commune de Moutier.

L'enjeu est grand pour le Jura bernois et pour le canton de Berne.

Mais il l'est aussi, indirectement, pour la défense de la Suisse romande face à la majorité alémanique du pays.

Mais je ne suis pas ici pour mener une campagne de votation.

Simplement, on est à Bienne.

L'occasion est trop belle de parler des lieux qui illustrent les équilibres qui font la Suisse.

Je ne pouvais pas la manquer.

Mais venons au message que je souhaite vous transmettre.

Il comporte trois volets :

1. Vous dire comment je vois les leviers pour le développement pédagogique des écoles ;

2. Vous parler de la stérilité de l'opposition entre formation gymnasiale et formation professionnelle ;

3. Vous parler de la stérilité de l'opposition entre utilité et luxe académique.

Mais commençons par ...

1. Les leviers pour le développement pédagogique des écoles

Quel que soit le degré d'enseignement et le type de formation, **le mandat des écoles est toujours complexe.**

Il en va ainsi, d'une part, parce que les **attentes de la société** sont élevées, peut-être même de plus en plus élevées.

Il en va aussi ainsi parce que la population et les élèves sont **de plus en plus divers.**

Mais il en va surtout ainsi parce qu'enseigner et accompagner la formation des élèves est un **métier de l'humain.**

Un métier de la rencontre de l'autre.

Si, comme école ou comme enseignant, je pense que, dans cette tâche, tout dépend de moi, je m'épuiserai.

Je dois avoir confiance, au moins pour les trois raisons suivantes :

- Premièrement, ce que j'enseigne est intéressant en soi.
Ma discipline foisonne d'éléments qui peuvent **répondre aux questionnements de mes élèves.**
- Deuxièmement, **les élèves veulent grandir**, apprendre et entrer dans le monde.

Ils font ce qu'il faut, dès lors qu'ils comprennent et ressentent, dans les faits, qu'ils portent une part de responsabilité dans leur développement.

Ils font ce qu'il faut, dès lors qu'ils sont **reconnus dans ce qu'ils sont** et qu'ils perçoivent que l'enseignant **les prend en compte, tels qu'ils sont.**

- Troisièmement, **les élèves se développent aussi en-dehors** de mes cours.

Il y a le travail de mes collègues, en amont, en aval et en parallèle.

Il y a aussi ce que les jeunes apprennent entre eux et en-dehors de l'école, dans un monde riche en stimulations et en possibilités d'apprendre.

L'enseignant et l'école doivent avoir cette confiance.

Mais il faut aussi **avoir confiance en l'école et les enseignants.**

Si je veux, en tant que directeur de l'instruction publique, que les enseignants aient confiance en leurs élèves, je dois avoir, moi, confiance dans les écoles.

La direction de l'instruction publique, les autorités scolaires, le monde politique et la

population doivent **faire confiance au professionnalisme des enseignants** et des directions d'école.

De mon point de vue, c'est **dans cette confiance accordée** que se jouent les possibilités de développement de l'école.

Je parle encore et toujours **des espaces de liberté** à laisser, aux élèves, aux enseignants et aux directions d'école.

Je reste persuadé que c'est de ces espaces de liberté que partent les développements les plus fructueux.

C'est dans ce sens que j'ai fait inscrire dans notre stratégie de formation, comme premier de ses trois axes stratégiques d'action, **le principe du développement de l'enseignement au travers du dialogue pédagogique.**

Un dialogue qui doit **se déployer au sein des écoles** et des collèges d'enseignant.

J'espère que cette liberté sera saisie pour faire vivre le dialogue et faire grandir l'école bernoise, en quelque sorte d'en bas et non par un pilotage venant d'en haut.

De notre côté, à la Direction de l'instruction publique, nous ferons notre possible en termes de conditions-cadre et d'attribution de ressources pour soutenir les initiatives qui viendront des écoles.

Je souhaiterais maintenant me tourner brièvement vers une question que je pensais définitivement réglée, mais qui revient encore et toujours, dans des motions et des interpellations, dans les cantons comme au niveau fédéral.

Je souhaite dire quelque mot de ...

**2. La stérilité de l'opposition entre
formation gymnasiale et formation
professionnelle**

Des voix s'élèvent ici et là pour dénoncer
une académisation débridée.

Il faudrait plus d'apprentis et moins
d'étudiants.

Mais soyons critiques et lucides.

Je suis un **fan de la formation
professionnelle**. Je considère que c'est
une des clés du succès de notre pays.

Mais je ne vois pas en quoi cette attitude
devrait aller de pair avec un regard
sceptique sur le bienfondé de la voie
académique.

Inversement, souligner l'importance des universités pour le succès du pays peut très bien s'accompagner d'un jugement positif sur la formation professionnelle.

Il n'y a aucune raison de rejeter l'une, lorsqu'on supporte l'autre !

Les deux voies sont **interdépendantes**. Elles **se complètent, se fructifient** l'une l'autre et sont **toutes deux indispensables**.

Je trouve regrettable que certains, dans le monde politique, en viennent à opposer

- gymnase et université, d'un côté,
- formation professionnelle et HES, de l'autre.

(„apprentissage“ contre „université“)

Dans le système suisse, chacune des deux voies de formation a ses forces. Chacune

permet de s'accomplir et aucune ne conduit à une impasse.

Il est donc déplacé d'en désigner une comme la voie numéro 1 et de rétrograder l'autre en deuxième position.

Il faudrait plutôt insister sur les aspects **positifs et complémentaires** de chacune.

Et nous pouvons, aujourd'hui, recommander aux jeunes de choisir la voie qui les intéresse le plus. L'avenir leur est grand ouvert, dans les deux voies !

1. L'apprentissage met l'accent sur des **compétences pratiques.**

Le **travail en équipe** et les **compétences sociales** y jouent un rôle de premier plan.

Il permet une entrée dans le **monde du travail**, une **indépendance**

financière et un contact **rapides** avec les **réalités de la vie**.

L'apprentissage offre des possibilités de développement professionnel.

La perméabilité du système permet, au besoin, de se réorienter.

- 2.** De son côté, la voie gymnasiale et universitaire confère un **solide bagage** de savoirs, de culture et de compétences.

Elle conduit à un **approfondissement** dans un domaine disciplinaire spécifique et permet d'élaborer **des modes de pensée** et de construire des outils pour le **travail scientifique**.

Cette voie est caractérisée par une grande **liberté**, la possibilité d'effectuer **des choix** divers en cours de formation, de s'accomplir **sur le plan scientifique** et, à terme, de prendre en charge d'importantes **responsabilités dans la société**.

On y acquière des **compétences** et des **stratégies** qui permettent de **s'adapter** à un marché du travail **mouvant et dynamique**.

Les deux voies contribuent **de manière égale au succès économique** de notre pays.

Face à la question du choix entre ces deux voies, ce qui importe pour les jeunes c'est avant tout d'avoir **suffisamment confiance** en eux et en ce qu'ils feront.

J'ai pour ma part pleinement confiance dans le fait que la génération d'aujourd'hui peut **juger par elle-même et pour elle-même** et qu'elle peut assumer ses choix.

J'en appelle à la **responsabilité individuelle** de chacun.

L'Etat ne devrait pas s'immiscer dans cette responsabilité. Il appartient à chacun d'effectuer son choix de formation et de carrière. La perméabilité du système fait de

toute façon que ce premier choix ne conduit jamais à une impasse.

J'aimerais aussi balayer la crainte d'une académisation débridée. Un tel mouvement peut éventuellement s'observer dans d'autres pays, mais nullement en Suisse.

Dans le canton de Berne, le taux de **maturités gymnasiales** se situe aux alentours de **18%**.

Si on y ajoute les **maturités professionnelles**, ce sont à peu près **un tiers des jeunes** qui obtiennent une maturité.

Et même si la situation diffère légèrement selon les cantons, force est de constater que **cette proportion n'est jamais très élevée**, en comparaison internationale.

N'en déplaise à l'OCDE, ce taux bas **ne constitue pas un signe de faiblesse**.

C'est au contraire bel et bien une **indication de la force de notre système** de formation.

Un système qui fait de la voie professionnelle et de l'apprentissage une alternative d'une valeur absolument comparable à la voie académique.

La santé de notre économie et de notre société doit beaucoup au fait que nous disposons **à la fois**

- d'universités, d'Ecoles polytechniques et de Hautes écoles de très haut niveau
- **ET**
- d'une formation professionnelle de très haut niveau.

Moins de jeunes entrent dans les universités que dans d'autres pays.

Nos universités peuvent se développer à un très haut niveau.

Beaucoup de jeunes pétris de compétences entrent dans une formation professionnelle de haut niveau.

Notre économie et notre société reposent ainsi sur une base robuste et stable.

Il n'y a nulle raison de toucher à cet équilibre.

Ni à Berne, ni dans le reste du pays.

Mais venons-en à mon dernier point.

3. La stérilité de l'opposition entre utilité et luxe académique

Certains se demandent s'il n'y aurait pas

- des voies de formation plus utiles et d'autres moins utiles
- et si l'Etat ne devrait pas réguler l'accès à certaines filières.

Certains vont jusqu'à répartir les voies de formation en deux catégories: les voies utiles et les voies proprement inutiles.

C'est dans ce sens que vont les phrases :

- moins de gymnasiens, mais des meilleurs ;
- moins d'étudiants, mais plus d'apprentis ;
- moins de théorie, mais plus de pratique ;

- si déjà on étudie, alors plutôt des études de médecine ou d'ingénieur ;
- et si on ne peut pas totalement empêcher les gens de choisir les sciences humaines ou sociales, on pourrait au moins en limiter l'accès via un numerus clausus.

Mais a-t-on vraiment trop d'universitaires ?

Forme-t-on vraiment trop de personnes en sciences humaines et sociales ?

A-t-on véritablement un problème ?

Ne cherche-t-on pas des solutions inadéquates pour un problème qui, en réalité, ne se pose même pas?

Tout comme je trouve stérile d'opposer formation professionnelle et voie académique, j'estime qu'opposer sciences naturelles et sciences humaines c'est faire preuve d'une pensée singulièrement courte.

Alors, que conseiller ?

Si c'est le gymnase puis l'université,
sciences naturelles ou sciences
humaines ?

Ce n'est pas à moi, le politique, d'en
décider.

Ce qui importe, c'est que l'enfant ou la
jeune personne placée face au choix **ait**
véritablement la liberté de son choix.

Il est surprenant de lire que des politiciens
d'obédience libérale, proposent qu'on
dirige, de la part de l'Etat, le choix des
jeunes de manière à répondre à un
prétendu besoin du marché de travail.

Moi, je tiens à défendre le libre choix des
études. – mais, enfin, mon slogan lors de
ma première élection, en 2006, était
également : *écologique – social – libéral...*

Entendre, venant d'un camp bourgeois, que l'Etat doit adapter l'offre d'études aux besoins supposés du marché du travail ;

Entendre des appels à une planification étatique des voies d'études, venant d'un sérail généralement enclin à prôner moins d'Etat, mais plus de liberté et de responsabilité individuelles ;

Entendre que le peuple aurait toujours raison, mais que des citoyennes et des citoyens au bénéfice d'une formation gymnasiale ne seraient pas capables de décider pour eux-mêmes de leur voie d'études ;

Entendre qu'il faudrait que l'Etat vienne en aide à ces citoyens, dépassés par l'importance de la décision, et qu'il les protège de choix néfastes ;

Entendre cela a quand même de quoi laisser pantois !

Que cela soit dit : je suis profondément critique envers cette manière de voir les

choses et de jouer les voies d'études les unes contre les autres.

Le cliché qui veut que les sciences humaines attireraient de plus en plus de jeunes et les mènerait droit au chômage ne résiste pas à l'analyse.

Les **statistiques** disent en effet tout autre chose:

(1) Durant ces 10 dernières années, **la part** des étudiants en sciences humaines ou sociales **a baissé**, passant de 38% à 31%.

Je n'irai pas jusqu'à prétendre qu'il s'agirait d'une espèce menacée d'extinction.

Mais ce développement montre que les jeunes **s'adaptent d'eux-mêmes** aux évolutions, sans qu'il soit besoin de numerus clausus.

Les plus passionnés y vont encore, et c'est très bien.

Mais d'autres s'orientent désormais différemment.

(2) Et il n'est pas vrai non plus qu'une formation d'historien, d'ethnologue ou de psychologue ne mène finalement à **aucune perspective professionnelle**.

- Le taux de personnes sans revenu cinq ans après la fin de leurs études de sciences humaines ou sociales n'est que de 2.8%.
- La majorité des diplômés de ces filières trouvent un travail qui correspond à leurs qualifications.
- Leur revenu annuel brut se monte à environ 90'000 francs, ce qui correspond au niveau atteint par les diplômés des sciences naturelles et des sciences techniques.

Vous pouvez le constater, un jeune homme ou une jeune fille qui ne fait pas le choix d'une filière du domaine des STIM

(sciences / technique / informatique /
mathématiques)

n'a nullement perdu la tête !

Mais il n'y a pas que l'opposition des voies
d'études qui est stérile.

Il en va de même de l'opposition entre ce
qui est directement utile et ce qui ne mène
à rien de concret.

Entre la **recherche appliquée**, qu'il faut
soutenir, et la **recherche fondamentale**,
où l'on perd son temps et son argent.

**Une telle opposition est
fondamentalement fausse.**

La vérité c'est que nous ne savons pas,
aujourd'hui, quelles nouvelles
connaissances de la science vont résoudre
nos problèmes demain !

La frontière n'est d'ailleurs pas aussi simple:

- une recherche appliquée et à visées industrielles peut aboutir à des questions et à des résultats fondamentaux.
- Inversement, une recherche conduite a priori « seulement » pour savoir et comprendre, mais sans objectif immédiat de production industrielle, peut très bien mener à une série de développements très concrets.

La poursuite d'un but concret peu parfois rendre aveugle.

J'aime, dans ce contexte, citer la réflexion suivante d'Abraham Flexner, un penseur et scientifique américain qui a contribué à réformer très profondément le système de formation supérieur en Amérique du Nord.

Il a prononcé en 1932 la phrase suivante :
„La chimie n'a guère connu de progrès tant

qu'on s'entêtait à transformer des métaux communs en or. C'est bien plutôt au moment où l'on s'est détourné de son utilité pratique qu'elle a enfin progressé."

A l'inverse, la poursuite d'une pensée libre, la volonté de satisfaire une curiosité désintéressée, mais brûlante, peuvent conduire à des applications pratiques inattendues.

C'est bien connu : de nombreux développements actuels en informatique se basent sur des théories mathématiques développées avant la première moitié du 20ème siècle, de manière purement abstraite et interne à cette discipline.

Un autre exemple est moins connu. Je ne résiste pas à l'envie de l'esquisser.

Notre planète se trouve malheureusement confrontée à un dérèglement climatique. Pour en connaître et en maîtriser l'impact

on doit se baser sur des techniques de modélisation.

On se rabat sur les théories de *chaos déterministe* développées au moment de la découverte de ce que le mathématicien Benoît Mandelbrot a désigné par le terme de fractales, dans les années septante.

Cela conduit à ressortir des bibliothèques la thèse du mathématicien Gaston Julia, déposée en 1917 et qui développait alors de pures abstractions intra-mathématiques.

Comment Gaston Julia aurait-il pu imaginer les super-ordinateurs et que ceux-ci exploiteraient ses théories pour traiter un problème de changement climatique, alors inconcevable ?

Il n'avait aucune visée pratique.

Des recherches a priori inutiles, si on en avait jugé à l'époque dans une perspective utilitariste à courte vue.

Mais des recherches finalement indispensables aujourd'hui, pour résoudre

des problèmes qui ne deviennent que trop concrets !

Opposer ce qu'on juge utile à ce qu'on juge inutile n'est pas grave, si ça n'engage que celui qui en juge.

Mais il y a matière à s'interroger dès lors que certains cercles politiques pensent savoir ce qui a une utilité économique immédiate et souhaitent axer la recherche et la formation dans ce sens.

Il me paraît dangereux de ne penser qu'à court terme et de n'investir que dans les recherches et les filières considérées, au moment présent, comme directement utiles.

Nous devons penser les choses de manière plus large et **permettre à l'indispensable de demain d'advenir.**

(conclusion)

A ce titre, la filière gymnasiale, que vous représentez, joue un rôle crucial dans notre système de formation.

Pour ce qu'elle développe d'immédiatement utile, par exemple les compétences de base en langue première et en mathématiques.

Mais surtout pour les perspectives qu'elle ouvre, par la richesse, la diversité et la profondeur des contenus, des disciplines et des démarches qu'elle propose.

Il serait vain d'opposer, dans la formation gymnasiale, les parts plus immédiatement utiles aux aspects plus largement culturels.

Il serait vain de s'y positionner contre la formation professionnelle.

Il importe d'avoir confiance dans ce que sont vos écoles.

D'avoir confiance dans ce qui s'y fait.

D'avoir confiance dans les qualités de vos élèves.

D'avoir confiance dans ce qui surgira des débats pédagogiques que je vous encourage à conduire, dans vos établissements, par exemple sur le thème des compétences basales.

Vous devez avoir confiance.

Mais vous devez aussi maintenir la confiance et, notamment dans la question des compétences de base, qui est au centre de vos débats de demain, ne pas donner le sentiment que vos écoles sont sourdes aux demandes des milieux politiques.

Pour ce qui me concerne, j'ai pleinement confiance : vous saurez développer, de l'intérieur, les chemins qui répondront aux attentes, tout en maintenant intact le cœur de ce qui fait le gymnase.

Je vous remercie pour votre attention.